

Paris le 3 juin 2014

Communiqué

Non à la République des baronnies !

En annonçant et précisant le nouveau redécoupage des Régions, le Président de la République a lancé une phase concrète de l'acte 3 de la décentralisation. Il a confirmé qu'il débouchera également sur la suppression des conseils généraux.

Pour la fédération FO des personnels des services publics et des services de santé, la forme et le fond sont condamnables.

La forme : alors qu'il s'agit d'un redécoupage profond de la République, nous assistons à un véritable marchandage pour savoir quelle Région sera associée à telle autre Région. Cela donne un spectacle d'une distribution de baronnies où les équilibres d'ordre politique prennent le pas sur toutes autres considérations.

Le fond : la diminution du nombre de Régions, pour soi-disant atteindre une taille critique compatible avec l'Europe, n'obéit qu'à des motivations d'ordre économiques et financières. Tout cela s'effectuant dans un contexte d'austérité et de réduction de 54 milliards des dépenses publiques. La réponse aux besoins des citoyens est totalement absente. L'extension des compétences des Régions y compris réglementaires morcèle toujours plus l'unité de la République et l'égalité républicaine. Selon la Région, les citoyens ne seront pas traités de la même façon !

Quel avenir pour 82000 agents territoriaux concernés ?

Tous ces marchandages, toutes ces annonces se déroulent sans aucune considération, ni reconnaissance pour les 82000 fonctionnaires et agents territoriaux relevant des conseils régionaux !

Ils assistent à ce spectacle en se posant une multitude de questions : quid des effectifs, des conditions de travail ? Vont-ils changer d'employeur, d'affectation voire de lieu d'exercice ? Quid des rémunérations et des statuts ? Etc. ?



La fédération FO condamne et s'oppose fermement à cette décentralisation à marche forcée qui remet en cause l'unité de la République et déconsidère les agents territoriaux.

La fédération continuera de défendre les principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité, de défendre le statut, la rémunération des personnels territoriaux et les emplois.

Pas de République sans Services Publics !

Le secrétariat fédéral